

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1267

[2005/201365]

28 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution, en ce qui concerne l'intégration professionnelle des ayants droit à l'intégration sociale, du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dettes, d'action sociale et de santé, notamment l'article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 janvier 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 janvier 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes et Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 2 février 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.223/4, donné le 12 avril 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Considérant la nécessité de mettre en œuvre sans délai la déclaration de politique régionale et d'exécuter le décret-programme du 18 décembre 2003 susvisé;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

— « ayant droit » : toute personne bénéficiaire du droit à l'intégration sociale ou toute personne bénéficiaire de l'aide sociale équivalant à l'intégration sociale lorsqu'il s'agit d'une personne qui, inscrite au registre des étrangers et bénéficiant d'une autorisation de séjour illimitée, n'a pas droit à l'intégration sociale en raison de sa nationalité;

— « période de référence » : l'année précédant l'année de la subvention;

— « année de subvention » : l'année au cours de laquelle la subvention est engagée;

— « jours de prestations » : jours de travail accomplis par un ayant droit, déclarés comme jours prestés à l'O.N.S.S.A.P.L. ou à l'O.N.S.S. et couverts par un contrat de travail conclu en vertu des articles 60, § 7, ou 61 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.;

— « prestations complètes » : prestations correspondant à un temps plein;

— « prestations incomplètes » : prestations correspondant à une fraction d'un temps plein. Celles-ci doivent être exprimées en pourcentage d'un temps plein;

— « Ministre » : la Ministre de l'Action sociale;

— « administration » : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

Art. 3. Les montants inscrits au budget et consacrés à l'exécution du présent arrêté sont répartis annuellement par la Ministre sur demande des centres publics d'action sociale, au prorata des jours de prestations accomplis par les ayants droit au cours de la période de référence.

En aucun cas, le montant de la subvention par jours de prestation ne peut excéder le montant de 10 EUR/jour.

Art. 4. Ne peuvent être pris en considération pour l'octroi de subventions, la mise au travail de personnes qui bénéficient :

1° à la fois d'une allocation de chômage d'attente et, à titre complémentaire, du revenu d'intégration ou d'une aide sociale équivalente au revenu d'intégration;

2° de l'application de l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale;

3° de l'application ou l'arrêté royal du 14 novembre 2002 portant octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'aide sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale pour des ayants droit à une aide sociale financière;

4° de l'application de la section II du chapitre XI de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, relatif à l'intérim d'insertion;

5° de l'application du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand.

Art. 5. En cas de prestations incomplètes, les jours comptabilisés sont convertis en jours de prestations complètes au prorata du volume de prestation.

Le droit à la subvention reste acquis au centre public d'action sociale si le travailleur installe sa résidence dans une autre commune pendant l'exécution du contrat de travail.

Art. 6. La demande de subvention est adressée à l'administration une fois par an par les centres publics d'action sociale suivant un formulaire type arrêté par la Ministre. L'utilisation d'un support informatique peut être imposée.

La demande est accompagnée du contrat de travail liant l'ayant droit au centre ou à un employeur privé ou public, de la convention de partenariat visée à l'article 60, § 7, ou 61, s'il échet, ainsi que d'une copie de la déclaration à l'O.N.S.S.A.P.L. ou à l'O.N.S.S. s'il s'agit d'un employeur privé ou public autre que le centre.

Sous peine de forclusion, la demande doit être introduite pour le 30 avril de l'année de la subvention.

Art. 7. La subvention est liquidée en une fois au cours de l'année de la subvention.

Art. 8. Le centre public d'action sociale est tenu de communiquer au plus tard pour le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention, un rapport d'activités suivant le modèle arrêté par la Ministre et relatif à l'année de subvention accompagné d'un extrait du compte arrêté par le conseil et relatif à la fonction insertion socioprofessionnelle tant en dépenses qu'en recettes.

Le centre qui ne satisfait pas à cette obligation est privé de la subvention pour l'année de subvention.

Art. 9. Si le nombre de jours prestés et déclarés à l'O.N.S.S.A.P.L. ou à l'O.N.S.S. au cours de l'année de subvention est inférieur au nombre de jours couverts par la subvention calculée sur base du nombre de jours prestés au cours de l'année de référence, le centre public d'action sociale est tenu de rembourser l'excédent de subvention.

Art. 10. Par dérogation à l'article 3, le montant des budgets à répartir en 2005 peut, après décision de la Ministre, être diminué du montant nécessaire pour liquider les subventions pour lesquelles une demande a été introduite auprès de l'administration avant le 31 décembre 2004.

Pour ce qui concerne les demandes de subventions introduites en 2004 et imputées à charge du visa 2004 ou d'un visa ultérieur, la période subventionnable sera limitée au 31 décembre 2004.

Art. 11. Par dérogation à l'article 6, la demande de subvention de l'année 2005 doit être introduite auprès de l'administration au plus tard dans les 2 mois de la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 12. L'arrêté du 27 janvier 1998 octroyant des subventions aux centres publics d'action sociale dans le cadre de l'intégration professionnelle des ayants droit à l'intégration sociale tel que modifié est abrogé.

Art. 13. La Ministre de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Namur, le 28 avril 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1267

[2005/201365]

28 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering, wat betreft de inschakeling van de gerechtigden op maatschappelijke integratie in het arbeidsproces, van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie, schuld, sociale actie en gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie, schuld, sociale actie en gezondheid, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 januari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 januari 2005;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 2 februari 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 38.223/4, gegeven op 12 april 2005, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996, bij de wet van 8 september 1997 en bij de wet van 2 april 2003;

Overwegende dat de gewestelijke beleidsverklaring en bovenvermeld programmadecreet van 18 december 2003 zo spoedig mogelijk uitgevoerd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— "gerechtigde" : elke gerechtigde op maatschappelijke integratie of een begunstigde van maatschappelijke hulp die gelijk staat met maatschappelijke integratie als het gaat om een persoon die in het vreemdelingenregister ingeschreven staat en over een onbeperkte verblijfsvergunning beschikt en gezien zijn staatsburgerschap geen recht heeft op maatschappelijke integratie;

— "referentieperiode" : het jaar vóór het subsidiejaar;

— "subsidiejaar" : het jaar waarin de subsidie wordt vastgelegd;

— "prestatiedagen" : door een gerechtigde verrichte werkdagen, die als gepresteerde dagen worden verklaard bij de R.D.S.Z.P.P.O. of bij de R.S.Z. en waarvoor een arbeidsovereenkomst is gesloten krachtens de artikelen 60, § 7, of 61 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

— "volledige prestaties" : prestaties die overeenstemmen met een voltijdse arbeid;

— "onvolledige prestaties" : prestaties die overeenstemmen met een breukdeel van een voltijdse arbeid. Deze prestaties moeten in percentage van een voltijdse arbeid uitgedrukt worden;

— "Minister" : de Minister van Sociale Actie;

— "bestuur" : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

Art. 3. De op de begroting uitgetrokken bedragen die bestemd zijn voor de uitvoering van dit besluit, worden jaarlijks door de Minister verdeeld op verzoek van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn naar rato van de prestatiedagen die tijdens de referentieperiode door de gerechtigden verricht zijn.

In geen geval mag het bedrag van de subsidie hoger zijn dan 10 EUR/dag.

Art. 4. Personen die van onderstaande maatregelen genieten, komen niet in aanmerking voor de toekenning van subsidies :

1° wachtgeld en, aanvullend, het leefloon of gelijkwaardige maatschappelijke hulp;

2° toepassing van het koninklijk besluit van 11 juli 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie;

3° toepassing van het koninklijk besluit van 14 november 2002 tot toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, voor rechthebbenden op financiële maatschappelijke hulp;

4° toepassing van afdeling II van hoofdstuk XI van de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en diverse bepalingen, met betrekking tot de invoeginterim;

5° toepassing van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector.

Art. 5. In geval van onvolledige prestaties worden de verrekende dagen omgerekend in dagen van volledige prestaties naar rato van het aantal prestaties.

Het recht op de subsidie blijft het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomen als de werknemer tijdens de uitvoering van de arbeidsovereenkomst zijn verblijfplaats heeft in een andere gemeente.

Art. 6. De aanvraag om subsidie wordt één keer per jaar bij het bestuur ingediend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn aan de hand van een door de Minister bepaald typeformulier. Het gebruik van een informaticadrager kan vereist worden.

De aanvraag gaat vergezeld van de arbeidsovereenkomst die de gerechtigde verbindt met het centrum of een private of openbare werkgever, van de in artikel 60, § 7, of 61 bedoelde partnerschapsovereenkomst alsmede van een afschrift van de aangifte aan de R.D.S.Z.P.P.O. of aan de R.Z.S. als het gaat om een andere private of openbare werkgever dan het centrum.

Op straffe van verval moet de aanvraag uiterlijk op 30 april van het subsidiejaar ingediend worden.

Art. 7. De subsidie wordt in één keer gedurende het subsidiejaar uitbetaald.

Art. 8. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn moet uiterlijk 30 juni van het jaar volgend op het subsidiejaar een activiteitenverslag indienen aan de hand van het door de Minister bepaald model betreffende het subsidiejaar alsmede van een uittreksel van de rekening vastgesteld door de raad en betreffende de functie inschakeling in het arbeidsproces zowel in uitgaven als in ontvangsten.

De subsidie wordt het centrum dat deze verplichting niet vervult, voor het subsidiejaar ontnomen.

Art. 9. Als het aantal gepresteerde dagen die bij de R.D.S.Z.P.P.O. of de R.Z.S. tijdens het subsidiejaar aangegeven zijn, kleiner is dan het aantal dagen gedekt door de subsidie berekend op grond van het aantal dagen die tijdens het referentiejaar gepresteerd zijn, moet het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn de subsidieoverschot terugbetalen.

Art. 10. In afwijking van artikel 3 kan het bedrag van de in 2005 te verdelen begrotingen na beslissing van de Minister verminderd worden met het bedrag dat nodig is om de subsidies uit te betalen, waarvoor een aanvraag vóór 31 december 2004 bij het bestuur is ingediend.

Wat betreft de in 2004 ingediende aanvragen om subsidie die op het visum 2004 of op een volgend visum toegerekend zijn, is de subsidieerbare periode beperkt tot 31 december 2004.

Art. 11. In afwijking van artikel 6 moet de aanvraag om subsidie van het jaar 2005 bij het bestuur ingediend worden uiterlijk binnen 2 maanden na de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. Het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1998 tot toekenning van toelagen aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van de inschakeling van gerechtigden op maatschappelijke integratie in het arbeidsproces wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2005.

Namen, 28 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VANCAUWENBERGHE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE